

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1971 Nr. 123

A. TITEL

*Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek
Turkije betreffende het internationale wegvervoer;
Ankara, 21 mei 1971*

B. TEKST

**Accord entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le
Gouvernement de la République de Turquie concernant les
transports routiers internationaux**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Turquie, désireux de réglementer et de faciliter les transports de voyageurs et de marchandises entre les deux pays, ainsi que le transit à travers leur territoire, effectués au moyen de véhicules routiers, y compris les remorques et les semi-remorques, immatriculés dans leurs pays respectifs, sont convenus de ce qui suit:

I. Transport de voyageurs

Article 1

Les transports de voyageurs par des véhicules routiers entre les deux pays, ainsi qu'entre l'un des deux pays et un pays tiers et le transit à travers leur territoire, qui seront effectués conformément aux dispositions du présent Accord, à l'exception des transports prévus à l'article 2 de cet Accord, ne sont pas soumis au régime de l'autorisation.

Article 2

1. Les lignes régulières d'autobus entre les deux pays sont soumises à l'approbation des autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

2. Les autorités compétentes délivreront des autorisations pour le parcours qui se trouve sur leur territoire.

Article 3

1. La demande de l'autorisation prévue à l'article 2 doit être présentée aux autorités compétentes du pays où se trouve le siège du demandeur.

2. L'autorité compétente d'une Partie Contractante transmet à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante les demandes, après leurs approbations, pour l'établissement des lignes régulières entre les deux pays par les entreprises situées dans son pays. Ces demandes doivent contenir au minimum les données suivantes:

- le nom de l'entreprise de transport
- l'itinéraire de parcours
- l'horaire
- le tarif
- les points d'arrêt pour l'embarquement et le débarquement des voyageurs
- des renseignements concernant la période proposée pour l'exécution des transports.

En outre, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent demander d'autres indications qu'elles jugent utiles.

3. L'autorité compétente qui reçoit une demande de l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante pour l'établissement des lignes régulières, communiquera sa décision à cette autorité aussitôt que possible.

Article 4

Pendant le transport en transit, effectué par des véhicules immatriculés dans le pays d'une Partie Contractante, il n'est pas permis de prendre ou de déposer des voyageurs sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

II. *Transport de marchandises*

Article 5

Les transports de marchandises entre les territoires des Parties Contractantes, entre leur territoire et celui de pays tiers et en transit par les territoires des Parties Contractantes ne sont pas soumis au régime de l'autorisation ni à un contingentement.

Article 6

Les véhicules qui sont employés pour transporter des marchandises pour compte d'autrui doivent avoir à bord une lettre de voiture.

III. Dispositions générales

Article 7

Au cas où le poids, les dimensions du véhicule utilisé, ou de la marchandise transportée, dépassent le poids ou les dimensions maximales, admises dans le territoire d'une Partie Contractante, il sera nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente de cette Partie Contractante.

Article 8

1. Les législations nationales des Parties Contractantes, notamment en matière de douane, de circulation routière et de l'ordre public, ne sont pas atteintes.

2. Les transporteurs et leur personnel sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur le territoire de chacune des Parties Contractantes, y compris celles relatives aux marchandises dont le transport est interdit ou soumis à l'autorisation spéciale.

Article 9

Lors des transports effectués conformément aux dispositions du présent Accord, seront appliquées au sujet de l'assurance des véhicules concernant tous les préjudices portés au tiers, les dispositions en vigueur dans le pays où le transport est effectué.

Article 10

Le carburant contenu dans les réservoirs des véhicules, tels qu'ils sont normalement prévus par le constructeur est admis en franchise totale des droits et des taxes.

Article 11

Les véhicules de transports immatriculés dans le pays d'une Partie Contractante ne peuvent pas être utilisés pour effectuer des transports de voyageurs et de marchandises entre deux points qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie Contractante sauf autorisation spéciale.

Article 12

Les autorités compétentes des deux Parties Contractantes reconnaîtront, réciproquement, les certificats nationaux d'immatriculation de véhicule ainsi que les permis de conduire nationaux en ce qui concerne les transports prévus dans cet Accord.

Article 13

Les transports de marchandises effectués par les transporteurs d'une Partie Contractante avec des véhicules immatriculés dans ce

pays, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sont exonérés sur ce territoire, de toutes les taxes et impôts spécifiques les frappant.

Les véhicules au moyen desquels lesdits transports se réalisent sont exonérés, sur le territoire de l'autre Partie Contractante de toutes les taxes et impôts qui frappent l'entrée, la circulation ou la détention de ces véhicules.

Article 14

1. Les paiements qui doivent être effectués en vertu des dispositions du présent Accord, sont réglés conformément aux termes de l'Accord de Paiements en vigueur entre les deux pays.

2. Dans le cas où un Accord de Paiements n'existe pas entre les deux pays, ou si l'Accord qui existe ne contient pas des dispositions à ce sujet, lesdits paiements sont effectués suivant la législation nationale de chaque Partie Contractante.

3. Si la législation nationale l'exige, une permission spéciale sera obtenue pour les transports de marchandises et de voyageurs de l'une des Parties Contractantes à destination du pays d'immatriculation ou à un pays tiers par un véhicule immatriculé dans le pays de l'autre Partie Contractante.

Article 15

En vue du développement des transports internationaux de voyageurs et de marchandises par route, les Parties Contractantes assureront le passage par les points de passage principaux tous les jours pendant vingt-quatre heures.

Article 16

En cas de violation des dispositions du présent Accord, commise sur le territoire d'une des Parties Contractantes, l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule routier, à la demande de l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante, prendra les mesures nécessaires selon la législation nationale envers le transporteur, tout en informant l'autorité respective de l'autre Partie Contractante, si elle le juge nécessaire, ou si une telle information est demandée.

Article 17

Chaque Partie Contractante informera l'autre Partie Contractante des autorités compétentes qui seront chargées de l'application du présent Accord.

Article 18

Les représentants des autorités compétentes mentionnées à l'article 17 peuvent se réunir, en Commission Mixte, quand il sera nécessaire, pour établir les modalités d'exécution des transports et pour résoudre

tous les problèmes qui pourraient surgir dans l'application du présent Accord.

Article 19

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas le présent Accord ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe.

Article 20

1. Le présent Accord sera soumis à la ratification, conformément à la législation nationale de chaque Partie Contractante et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

2. Cet Accord sera valable pour une durée d'une année à partir de la date de son entrée en vigueur et sera prorogé tacitement, d'année en année, si une des Parties Contractantes ne le dénoncerait pas par écrit, au moins trois mois avant la date d'expiration de sa validité en cours.

EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Ankara le 21 mai 1971 en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) H. DINGEMANS

(Dr. Herman Henry Dingemans)

Pour le Gouvernement de la République de Turquie:

(s.) R. GÜMRÜKÇÜOĞLU

(Rahmi Gümrükçüoğlu)

C. VERTALING

Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Turkije betreffende het internationale wegvervoer

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Turkije, verlangende het vervoer van personen en goederen tussen beide landen, alsmede het transitovervoer over hun grondgebied met motorvoertuigen, met inbegrip van aanhangwagens en opleggers, ingeschreven in hun onderscheiden landen, te regelen en te vergemakkelijken, zijn het volgende overeengekomen:

I

Personenvervoer

Artikel 1

Het vervoer van personen met motorvoertuigen tussen de twee landen, alsmede tussen een van de twee landen en een derde land en het transitovervoer over hun grondgebied, verricht overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst, met uitzondering van het vervoer bedoeld in artikel 2 van deze Overeenkomst, zijn niet onderworpen aan het vergunningstelsel.

Artikel 2

1. Voor geregelde autobusdiensten tussen beide landen is de goedkeuring van de bevoegde autoriteiten van beide Overeenkomstsluitende Partijen vereist.

2. De bevoegde autoriteiten verlenen vergunningen voor het traject dat op hun grondgebied is gelegen.

Artikel 3

1. De aanvraag om de vergunning als bedoeld in artikel 2, dient te worden ingediend bij de bevoegde autoriteiten van het land waar de aanvrager is gevestigd.

2. De bevoegde autoriteit van een der Overeenkomstsluitende Partijen zendt, na goedkeuring, aan de bevoegde autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij de aanvragen voor het instellen van geregelde diensten tussen de beide landen door de in haar land gevestigde ondernemingen. Deze aanvragen moeten de volgende gegevens bevatten:

- de naam van de vervoersonderneming;
- de te volgen route;
- de dienstregeling;
- het tarief;
- de stopplaatsen voor het in- en uitstappen van de reizigers;
- mededelingen omtrent het voor de uitvoering van het vervoer voorgestelde tijdvak.

Voorts kunnen de bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen andere door hen gewenst geachte inlichtingen vragen.

3. De bevoegde autoriteit die een aanvraag ontvangt van de bevoegde autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij voor het instellen van geregelde diensten, doet aan die autoriteit zo spoedig mogelijk mededeling van haar beslissing.

Artikel 4

Tijdens transitovervoer verricht door voertuigen die zijn ingeschreven in het land van een der Overeenkomstsluitende Partijen, is het niet toegestaan reizigers op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij te laten in- of uitstappen.

II

Goederenvervoer

Artikel 5

Het goederenvervoer tussen de grondgebieden der Overeenkomstsluitende Partijen, tussen hun grondgebied en dat van een derde land en in transitu over de grondgebieden van de Overeenkomstsluitende Partijen, is noch aan het vergunningenstelsel, noch aan een contingentering onderworpen.

Artikel 6

In voertuigen die worden gebruikt voor het beroepsgoederenvervoer dient een vrachtbrief aanwezig te zijn.

III

Algemene bepalingen

Artikel 7

Indien het gewicht of de afmetingen van het gebruikte voertuig of van de vervoerde goederen groter zijn dan het gewicht of de afmetingen die op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij ten hoogste zijn toegelaten, is een bijzondere door de bevoegde autoriteit van die Overeenkomstsluitende Partij verleende vergunning vereist.

Artikel 8

1. De nationale wetgevingen van de Overeenkomstsluitende Partijen, in het bijzonder die inzake douane, wegverkeer en openbare orde, blijven ongewijzigd gehandhaafd.

2. De vervoerders en hun personeel zijn verplicht de op het grondgebied van ieder der Overeenkomstsluitende Partijen van kracht zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen in acht te nemen, met inbegrip van die welke betrekking hebben op goederen waarvan het vervoer is verboden of voor het vervoer waarvan een bijzondere vergunning is vereist.

Artikel 9

Tijdens het vervoer verricht overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst zijn, ten aanzien van de verzekering der motorvoertuigen, wat alle aan derden toegebrachte schade betreft, de bepalingen van toepassing die van kracht zijn in het land waar het vervoer wordt verricht.

Artikel 10

De brandstof in de door de fabrikant normaal in de voertuigen ingebouwde tanks is vrijgesteld van alle rechten en heffingen.

Artikel 11

Vervoermiddelen die zijn ingeschreven op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Partijen mogen, zonder dat daarvoor een bijzondere vergunning is afgegeven, niet worden gebruikt voor het verrichten van vervoer van personen of goederen tussen twee punten gelegen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

Artikel 12

De bevoegde autoriteiten der beide Overeenkomstsluitende Partijen erkennen wederkerig de nationale kentekenbewijzen, alsmede de nationale rijbewijzen, wat betreft het vervoer bedoeld in deze Overeenkomst.

Artikel 13

Het vervoer van goederen, verricht door vervoerders van een der Overeenkomstsluitende Partijen met voertuigen die in dat land zijn ingeschreven, op het gebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, is op dat grondgebied vrijgesteld van alle specifieke vervoerbelastingen.

De voertuigen waarmede vervoer wordt verricht zijn op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij vrijgesteld van alle belastingen op grensoverschrijding, hun deelneming aan het verkeer of het bezit ervan.

Artikel 14

1. De betalingen die moeten worden verricht krachtens de bepalingen van deze Overeenkomst, geschieden overeenkomstig het bepaalde in de Betalingsovereenkomst die tussen beide landen van kracht is.

2. In het geval dat er geen Betalingsovereenkomst tussen beide landen bestaat of indien de bestaande Overeenkomst te dien aanzien geen bepalingen bevat, worden deze betalingen verricht volgens de nationale wetgeving van iedere Overeenkomstsluitende Partij.

3. Indien de nationale wetgeving zulks vereist, is voor het vervoer van personen en goederen van een van de Overeenkomstsluitende Partijen naar het land van inschrijving of naar een derde land met een voertuig dat is ingeschreven in het land van de andere Overeenkomstsluitende Partij, een bijzondere toestemming vereist.

Artikel 15

Met het oog op de ontwikkeling van het internationale wegvervoer van personen en goederen, verzekeren de Overeenkomstsluitende Partijen iedere dag gedurende vierentwintig uur de grensoverschrijding op de voornaamste grensplaatsen van doorkomst.

Artikel 16

In geval van overtreding van de bepalingen van deze Overeenkomst begaan op het grondgebied van een der Overeenkomstsluitende Partijen, neemt de bevoegde autoriteit van het land waar het motorvoertuig is ingeschreven, op verzoek van de bevoegde autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij, de volgens de nationale wetgeving noodzakelijke maatregelen tegen de vervoerder en licht daarbij de betrokken autoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij in, indien zij zulks noodzakelijk acht of indien om een dergelijke inlichting verzocht is.

Artikel 17

Iedere Overeenkomstsluitende Partij deelt de andere Overeenkomstsluitende Partij mede welke bevoegde autoriteit belast is met de toepassing van deze Overeenkomst.

Artikel 18

De vertegenwoordigers van de in artikel 17 genoemde bevoegde autoriteiten kunnen, indien nodig, in een Gemengde Commissie bijeenkomen ten einde de uitvoeringsmaatregelen voor het vervoer vast te stellen en alle vraagstukken op te lossen die zich mochten voordoen bij de toepassing van deze Overeenkomst.

Artikel 19

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is deze Overeenkomst alleen van toepassing op het grondgebied van het Koninkrijk in Europa.

Artikel 20

1. Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd overeenkomstig de nationale wetgeving van iedere Overeenkomstsluitende Partij en treedt in werking op de dag van uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

2. Deze Overeenkomst is geldig voor de duur van een jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding, en wordt elk jaar stilzwijgend verlengd, tenzij een der Overeenkomstsluitende Partijen haar ten minste drie maanden voor de datum waarop de lopende geldigheidsduur ervan zal zijn verstreken, opzegt.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Ankara, de 21ste mei 1971 in twee oorspronkelijke exemplaren in de Franse taal.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden,

(w.g.) H. DINGEMANS

(Dr. Herman Henry Dingemans)

Voor de Regering van de Republiek Turkije,

(w.g.) R. GÜMRÜKÇÜOĞLU

(Rahmi Gümrukçüoğlu)

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van de Overeenkomst is voorzien in artikel 20, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 20, eerste lid, in werking treden op de dag, waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal de Overeenkomst ingevolge artikel 19 alleen voor Nederland gelden.

Uitgegeven de *dertigste* juni 1971.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

DE JONG.